



## **Assemblée générale 2010 du REPTA**

Le Réseau Education pour Tous en AFRIQUE a tenu son assemblée générale annuelle le Jeudi 10 juin en matinée dans les locaux de la Maison Hachette International à Vanves, sous la présidence de Madame Aicha Bah Diallo, vice présidente du Repta, et en présence d'une délégation de responsables Ministériels Burkinabés :

-Madame Alice TIENDREBEOGO, directrice du Fonds pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle

-Messieurs Tamboura Ousséni, Ministre délégué alphabétisation et enseignement non formel et Emile KAHOUN, Conseiller Technique du Ministre.

Etaient Présents :

### **Représentants les Ministères, Missions, Agences et Administrations françaises :**

Délégation Interministérielle pour l'Education Numérique en Afrique-DIENA (Alain Madelin, Albert Claude Benhamou), Agence pour la Solidarité Numérique-ASN (Jean Pouly), Agence Française de Développement-AFD (Dov Zerah)

### **Représentants les associations adhérentes :**

Freddie la vie au Niger (Mauricette Piel), Amis du Repta (Ghislaine Dedessus le Moustier, Gabriel Cohn Bendit, Jacqueline Vital, Guy Menant, Liliane Guérin, Marie Jeanne Campana, Luc Dedessus -le-Moustier, Marguerite Jacques, Suzanne Droz, Sylviane Olivier, Josette Lhomeau, Jean Demotier, Yohann Derrien, Claude Morel, Rita Hubac ), GADD (Ernest Hajzler), France Volontaires (Roland Daval) PAN (Jacques Stirman), GREF (Gérard Droz)

### **Représentants les collectivités locales :**

Ville de St Briec (Yannick Mayeux), Région Centre (Pascal Meyer), Région Bretagne (Pierre Yves Lechat)

### **Représentants les entreprises :**

Editions Jocatop (Clémence Laroche), Smart (Jacqueline Cazeaux), Vicsgames (Jacques Amberg), Intel (François Ledoux)

Pour le Repta :

Henri Vilette REPTA, secrétaire exécutif et Gilles Le Couster, webmestre

### **Excusés :**

Mamadou NDOYE, président du REPTA en mission au Canada

Jean-Yves LE DRIAN, Président du Conseil régional de Bretagne

Jean-Noël GAULTIER, Conseiller régional (Région Pays de la Loire)

Monsieur Jean Michel Ollier Directeur de la section International d'Hachette accueille et salue les participants ici présents.

Le chorum étant atteint, l'assemblée peut se dérouler réglementairement

### **Rapport Moral 2009 :**

Gaby Cohn Bendit, secrétaire général, procède à la présentation du Rapport Moral 2010 rappelant en introduction l'engagement de notre amie Janine Théry, présidente des Amis du Repta, récemment

décédée, soulignant son engagement pour l'éducation pour tous et plus particulièrement ses actions dans le domaine de la petite enfance et les femmes au Bénin et au Cameroun.

Il souligne en commentaire les différentes questions et pistes de travail qui ont en 2009 mobilisées fortement le Repta, la cohérence de cet ensemble en particulier, la priorité faite au exclus, l'apport des TICE et des nouvelles technologies et le fonctionnement en réseau en France et dans certains lieux d'Afrique.

Aïcha Bah, présidente de la séance, rappelle à ce moment les données du dernier rapport de l'UNESCO justement intitulé "Atteindre les marginalisés". voir en annexe.

Elle donne ensuite la parole à Monsieur Tamboura Ousséni, Ministre délégué alphabétisation et enseignement non formel, invité à l'assemblée générale, qui évoque la question de l'éducation pour tous et l'enjeu de la lutte contre l'analphabétisme au Burkina Faso dans la perspective de 2015 et des objectifs du millénaire.

#### RAPPORT d'ACTIVITES

Henri Vilette secrétaire exécutif présente ensuite le rapport d'activité 2009 du REPTA précisant à cette occasion les nombreux points évoqués dans les interventions précédentes.

#### RAPPORT FINANCIER :

Roland Daval trésorier du Repta, commente le rapport financier adressé voilà deux semaines, et propose l'affectation du résultat (5475€) en report 2010.

La commissaire aux comptes (Sylviane Olivier) fait part de ses remarques et donne quitus pour le vote de l'assemblée.

La discussion s'engage ensuite à partir de ces trois moments, les échanges permettant d'aborder successivement :

- la place et le rôle des différentes composantes au sein du réseau REPTA (entreprises, associations et collectivités territoriales), la nécessité de formaliser davantage notre système de représentation et l'organisation en général,

- la mise en place de "correspondants", la possibilité d'une gestion par téléconférences, afin d'enrichir le débat préparatoire aux décisions dans le réseau et de s'assurer qu'elles puissent être portées par tous.

- la question de la prise en charge de la petite enfance par les Etats et l'investissement du Repta dans ce domaine et plus particulièrement la tenue en 2011 des rencontres au Bénin sur ces questions,

- les représentants des collectivités territoriales apportent leur regard sur les différentes actions mises en place en 2009 et soulignent leur intérêt pour un REPTA : lieu d'échange et de réflexion.

- quelques autres priorités sont pointées telles que le renforcement des liens avec les associations africaines intervenant en faveur des exclus, et le soutien à apporter aux REPTA africains notamment leur fonctionnement en réseau.

- Alain Madelin qui a rejoint l'assemblée, apporte des éclaircissements sur la DIENA et les enjeux de l'éducation numérique pour tous en Afrique, pointant lui aussi le rôle particulier que peut et doit jouer le REPTA pour avancer vers une "civilisation de la connaissance".

Il insiste sur la nécessité de mettre en chantier la production de ressources éducatives adaptées, produites en partenariat avec les ministères africains de l'éducation, et évoque les trois grands axes d'intervention de la DIENA, à savoir :

l'enseignement de base pour tous, la formation professionnelle et l'apprentissage, et l'éducation non formelle.

C'est sur ce dernier point qu'il fonde la nécessité d'un partenariat privilégié entre la DIENA et le

REPTA.

-Suit un échange sur la question d'une liaison entre les activités envisagées par la DIENA et les coopérations décentralisées en cours, pour certaines conventionnellement liées au REPTA.  
-Suit un échange sur l'évolution des politiques de coopération décentralisée en cours dans le contexte d'évolution des compétences des collectivités territoriales. La nécessité d'une volonté politique est réaffirmée pour faire pendant aux aspects économiques et à la rentabilité souhaités.

L'assemblée retient enfin une série de questions à mettre en réflexion dans le Réseau, l'éducation au développement et son sens, les outils de formation numériques et leur impact, les partenariats locaux à développer avec les IUFM et Rectorats.

Le film réalisé en janvier 2010 au Niger, présentant les actions TNI dans les classes du Niger est présenté à l'assemblée générale avant son montage définitif..

On procède ensuite au vote d'approbation des trois rapports (rapport moral et rapport d'activité, puis rapport financier),.

Rapport moral et rapport d'activité : contre 0, abstentions 0, rapports adopté à l'unanimité.

Rapport financier : contre 0, abstention 1, adopté à l'unanimité moins une voix.

### **Renouvellement du bureau exécutif 2010/2011:**

Après recensement des candidatures et vote

Sont déclarés élus membres du bureau du REPTA :

Président d'honneur du REPTA : Mamadou NDOYE :

Présidente du Repta : Aïcha Bah

Secrétaire Général :Gaby Cohn Bendit

Trésorier : Roland Daval

Représentants des Amis du Repta : Yves Clavier (président de l'Arepta) et Luc Dedessus-le-Moustier (secrétaire AREPTA-ODPI)

Autres associations : GADD (Ernest Haszler) et GREF ( Gérard Droz,à confirmer par le Gref)

Représentants les entreprises : (SMART) Jacqueline Cazeaux et François Ledoux (INTEL)

Représentants les collectivités territoriales :Yannick Mayeux (Ville de St Briec)

Il est rappelé que le bureau exécutif s'adjoit la participation des correspondants pays ou chargés de dossiers particuliers autant que de besoin selon les points inscrits à l'ordre du jour des réunions du bureau..

La Présidente Aïcha Bah remercie les participants et les invités et déclare la cloture de la séance à 13h30.

Les participants poursuivent informellement les échanges lors du repas/plateau offert gracieusement par la Maison Hachette-International

### **ANNEXES**

Les six objectifs de l'Éducation pour tous

En avril 2000, plus de 1 100 participants venant de 164 pays se sont réunis à Dakar (Sénégal) à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation. Ils ont affirmé leur engagement en faveur de la réalisation de l'Éducation pour tous (EPT) d'ici à 2015.

Les six objectifs clés en matière d'éducation qui visent à répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes en 2015 au plus tard..

### **Objectif 1**

Développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés

### **Objectif 2**

Faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme

### **Objectif 3**

Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante

### **Objectif 4**

Améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente.

### **Objectif 5**

Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2015 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite.

### **Objectif 6**

Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables - notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

## **La crise financière menace de faire reculer l'éducation dans le monde, selon un rapport de l'UNESCO**

New York, 19 janvier – Suite à la crise financière mondiale, des millions d'enfants vivant dans les pays les plus pauvres de la planète risquent d'être privés d'accès à l'éducation, met en garde le *Rapport mondial de suivi* sur l'Éducation pour tous 2010. Alors que 72 millions d'enfants dans le monde ne sont toujours pas scolarisés, l'effet conjugué du ralentissement de la croissance économique, de l'augmentation de la pauvreté et de la pression accrue sur les budgets pourraient venir entamer les progrès réalisés au cours des dix dernières années.

« Alors que les pays riches s'emploient à redresser leur économie, de nombreux pays pauvres risquent de voir se dégrader très prochainement leur situation en matière d'éducation. Nous ne pouvons nous permettre qu'une génération d'enfants soit sacrifiée et privée de ses chances d'accéder à l'éducation et de sortir de la pauvreté », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova.

Le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous, réalisé chaque année par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, évalue la progression au niveau mondial des six objectifs de l'Éducation pour tous sur lesquels 160 pays se sont engagés en 2000.

Intitulé « Atteindre les marginalisés », le Rapport 2010 note des avancées spectaculaires en matière d'éducation au cours des dix dernières années. Malgré ces progrès, la communauté internationale n'atteindra certainement pas l'objectif d'enseignement primaire universel d'ici 2015. Le rapport souligne l'incapacité des gouvernements à remédier aux inégalités nationales extrêmes et des donateurs à mobiliser des ressources suffisantes. Les auteurs estiment à 16 milliards de dollars le déficit de financement annuel à combler pour atteindre les objectifs clé en matière d'éducation, soit une hausse significative par rapport aux estimations passées.

### **DES OBJECTIFS HORS D'ATTEINTE**

Les progrès réalisés au cours de la décennie démentent l'idée reçue selon laquelle les pays pauvres

seraient incapables de progresser rapidement en matière d'éducation. Le rapport « Atteindre les marginalisés » souligne toutefois que de nombreux pays risquent de ne pas atteindre les objectifs fixés en 2000 car les gouvernements ont été dans l'incapacité de remédier aux inégalités et les donateurs de tenir leurs engagements.

Environ 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (auxquels il faut ajouter 71 millions d'adolescents) ne sont pas scolarisés. Si les tendances actuelles se confirment, 56 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne seront toujours pas scolarisés en 2015. Les disparités entre les sexes restent profondément ancrées : parmi les pays en développement, 28 présentent un rapport de dix garçons scolarisés en primaire pour neuf filles ou moins. Peu de progrès ont été réalisés pour atteindre l'objectif consistant à réduire de moitié le nombre d'adultes analphabètes, un phénomène qui touche aujourd'hui 759 millions d'adultes dont deux tiers de femmes.

### **ECHEC COLLECTIF DE L'AIDE**

On assiste à un échec collectif de la communauté des donateurs qui n'a pas respecté l'engagement pris en 2000, selon lequel « aucun pays qui [avait] pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation pour tous ne [verrait] ses efforts contrariés par le manque de ressources » :

Le rapport estime que les pays à faibles revenus pourraient dégager 7 milliards de dollars supplémentaires par an, soit 0,7 % de leur PIB, en accroissant les ressources nationales et en affectant un plus grand pourcentage de leur budget à l'éducation. Mais, en dépit de ces efforts, le Rapport mondial de suivi estime encore à 16 milliards de dollars annuels le **déficit à combler** pour que 46 pays à faibles revenus atteignent l'Education pour tous. Les auteurs du rapport en appellent au Secrétaire général des Nations Unies pour convoquer une conférence de donateurs de haut niveau en 2010 afin de combler ce déficit de financement.

**Les pays riches et les institutions financières internationales gonflent** le montant de l'aide consentie aux pays pauvres. « Les pays riches ont mobilisé des sommes colossales pour stabiliser leur système financier et protéger leurs infrastructures économiques et sociales les plus importantes, mais ils ont fourni une aide dérisoire aux pays pauvres », estime Kevin Watkins, Directeur du Rapport mondial de suivi.

**L'initiative de mise en œuvre accélérée, pièce maîtresse de l'aide multilatérale pour l'éducation, doit être réformée en profondeur.** Les sommes débloquées sont très faibles, les pays en développement pèsent peu dans la gouvernance, le rôle du secteur privé est réduit et les pays en proie à des conflits ne sont pas assistés de manière efficace.

### **COMBATTRE LA PAUVRETE D'EDUCATION POUR PROGRESSER**

Les inégalités extrêmes et persistantes liées à la pauvreté, au sexe, à l'ethnicité et à la langue ralentissent la progression en matière d'éducation. Le rapport utilise un nouvel outil de mesure (ensemble de données sur la marginalisation et les manques dans l'éducation) pour étudier l'étendue des désavantages à l'aide d'un seuil de « **pauvreté d'éducation** », fixé à quatre années de scolarisation

Le rapport identifie des mesures qui parviennent à contrebalancer les inégalités persistantes dans l'éducation. Il préconise notamment de *rendre la scolarisation plus accessible et abordable financièrement* en réduisant les frais de scolarité et les dépenses informelles et en offrant des incitations financières ciblées ; *de renforcer l'environnement d'apprentissage* grâce à des enseignants hautement qualifiés et un élargissement de l'enseignement interculturel bilingue ; *d'augmenter les droits et les opportunités* en intégrant les stratégies d'éducation à des politiques de lutte contre la marginalisation plus larges (protection sociale, droits légaux renforcés et distribution plus équitable des dépenses publiques).